

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29141]

**5 DECEMBRE 2013. — Décret modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modification de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 4<sup>ter</sup>, paragraphe 2 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les mots " l'enseignement technique de transition " sont remplacés par les mots " l'enseignement technique et artistique de transition ".

§ 2. A l'article 4<sup>ter</sup>, paragraphe 3 de la même loi du 19 juillet 1971, les mots " l'enseignement technique de transition " sont remplacés par les mots " l'enseignement technique et artistique de transition ".

**Art. 2.** L'article 4<sup>quater</sup> de la même loi du 19 juillet 1971 est remplacé par le texte suivant :

" Article 4<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. Au deuxième degré de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification :

1. L'horaire comprend une formation commune portant sur :

- a) le français à raison de 4 périodes hebdomadaires;
- b) la formation historique à raison de 1 période hebdomadaire;
- c) la formation géographique à raison de 1 période hebdomadaire;
- d) la formation mathématique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- e) la formation scientifique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- f) la formation en langue moderne à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- g) l'éducation physique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

2. Les disciplines visées au 1, b) et c), peuvent être regroupées à condition de respecter le volume horaire affecté à chacune d'elles.

Un maximum de 6 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Les périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.

Pour tous les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue de l'enseignement, la formation commune peut comprendre également de deux à quatre périodes hebdomadaires de renforcement spécifique en français conçu comme un cours de français de scolarisation.

Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend soit la formation mathématique, soit la formation en langue moderne, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus, dans le respect des référentiels visés à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés.

3. Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, la formation mathématique est portée à 4 périodes hebdomadaires.

Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 précité, la formation en langue moderne est portée à 3 ou 4 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur.

4. L'horaire comprend également au minimum 14 et au maximum 18 périodes hebdomadaires d'option de base groupée. Cette formation optionnelle est centrée sur un secteur ou un groupe de métiers ou un métier en particulier. Elle vise des savoirs, des aptitudes et des compétences indispensables à l'exercice d'un ou plusieurs métiers et préparatoires aux apprentissages du 3<sup>e</sup> degré. Elle établit des liens avec les apprentissages de la formation commune. En 3<sup>e</sup> année, elle peut être centrée sur plusieurs secteurs ou groupes de métiers ou métiers pour permettre à l'élève de les découvrir et de s'orienter en toute connaissance de cause.

5. L'horaire peut également comprendre d'autres activités à raison d'un maximum de 2 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur. Ces activités sont destinées soit à mettre en place des activités d'orientation ou de motivation des élèves dans le cadre de leur parcours scolaire soit à développer des compétences de la formation commune par des approches diversifiées.

§ 2. En cinquième et sixième années du troisième degré de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification :

1. L'horaire comprend une formation commune portant sur :

- a) le français à raison de 4 périodes hebdomadaires;
- b) la formation historique à raison de 1 période hebdomadaire;
- c) la formation géographique à raison de 1 période hebdomadaire;
- d) la formation sociale et économique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- e) la formation mathématique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- f) la formation scientifique à raison de 2 périodes hebdomadaires;

g) la formation en langue moderne à raison de 2 périodes hebdomadaires;

h) l'éducation physique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

2. Les disciplines visées au 1, b), c) et d), peuvent être regroupées, en tout ou en partie, à condition de respecter le volume horaire affecté à chacune d'elles.

Un maximum de 2 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Les périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.

Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend soit la formation sociale et économique, soit la formation mathématique, soit la formation en langue moderne, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus, dans le respect des référentiels visés à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 précité, d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés.

3. Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, la formation mathématique est portée à 4 périodes hebdomadaires.

Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, la formation en langue moderne est portée à 3 ou 4 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur.

4. L'horaire comprend également au minimum 16 et au maximum 18 périodes hebdomadaires d'option de base groupée.

5. L'horaire peut également comprendre d'autres activités à raison d'un maximum de 2 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur. "

**Art. 3.** L'article 4quinquies de la même loi du 19 juillet 1971 est remplacé par le texte suivant :

" Article 4quinquies. § 1<sup>er</sup>. Au deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel :

1. L'horaire comprend une formation commune portant sur :

a) le français à raison de 3 périodes hebdomadaires;

b) la formation historique à raison de 1 période hebdomadaire;

c) la formation géographique à raison de 1 période hebdomadaire;

d) la formation mathématique à raison de 2 périodes hebdomadaires;

e) la formation scientifique à raison de 2 périodes hebdomadaires;

f) la formation en langue moderne à raison de 2 périodes hebdomadaires;

g) l'éducation physique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

2. Les disciplines visées au 1, b) et c), peuvent être regroupées à condition de respecter le volume horaire affecté à chacune d'elles.

Un maximum de 5 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Les périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.

Pour tous les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue de l'enseignement, la formation commune peut comprendre également de deux à quatre périodes hebdomadaires de renforcement spécifique en français conçu comme un cours de français de scolarisation.

Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend soit la formation mathématique, soit la formation en langue moderne, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus, dans le respect des référentiels visés à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997, d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés.

3. L'horaire comprend également au minimum 16 et au maximum 20 périodes hebdomadaires d'option de base groupée. Cette formation optionnelle est centrée sur un secteur ou un groupe de métiers ou un métier en particulier. Elle vise des savoirs, des aptitudes et des compétences indispensables à l'exercice d'un ou plusieurs métiers et préparatoires aux apprentissages du 3<sup>e</sup> degré. Elle établit des liens avec les apprentissages de la formation commune. En 3<sup>e</sup> année, elle peut être centrée sur plusieurs secteurs ou groupes de métiers ou métiers pour permettre à l'élève de les découvrir et de s'orienter en toute connaissance de cause.

4. L'horaire peut également comprendre d'autres activités à raison d'un maximum de 2 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur. Ces activités sont destinées soit à mettre en place des activités d'orientation ou de motivation des élèves dans le cadre de leur parcours scolaire soit à développer des compétences de la formation commune par des approches diversifiées.

§ 2. En cinquième et sixième années du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel :

1. L'horaire comprend une formation commune portant sur :

a) le français à raison de 3 périodes hebdomadaires;

b) la formation historique à raison de 1 période hebdomadaire;

c) la formation géographique à raison de 1 période hebdomadaire;

d) la formation sociale et économique à raison de 2 périodes hebdomadaires;

e) la formation scientifique à raison de 2 périodes hebdomadaires;

f) l'éducation physique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

2. Les disciplines visées au 1, a), b) et c), peuvent être regroupées en tout ou en partie à condition de respecter le volume horaire affecté à chacune d'elles.

Un maximum de 5 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Les périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.

Lorsque le programme d'études de l'option de base groupée comprend soit la formation sociale et économique, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus, dans le respect des référentiels visés à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 précité, d'inscrire en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés.

3. Pour toutes les options de base groupées que le Gouvernement détermine après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 précité, la formation commune comprend un apprentissage en langue moderne. La méthodologie choisie pour atteindre les compétences et savoirs relève du ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions pour l'enseignement organisé par la Communauté française et du Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné. Elle peut consister en cours inscrits à la grille-horaire, stages en entreprises ou mobilité hors Communauté française, cours de promotion sociale ou d'un opérateur public de formation. Le Gouvernement fixe les modalités d'application de cette disposition. Il peut aussi organiser des dispositifs expérimentaux en la matière.

Le Pouvoir organisateur reste cependant libre d'organiser de sa propre initiative une formation en langue moderne de 2 périodes hebdomadaires dans le cadre de la formation commune pour les options non-concernées par l'obligation visée à l'alinéa précédent.

Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, la formation commune comprend une formation mathématique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

Le Pouvoir organisateur reste cependant libre d'organiser de sa propre initiative une formation en mathématique de 2 périodes hebdomadaires dans le cadre de la formation commune pour les options non-concernées par l'obligation visée à l'alinéa précédent.

4. L'horaire comprend également au minimum 18 et au maximum 22 périodes hebdomadaires d'option de base groupée.

5. L'horaire peut également comprendre d'autres activités à raison d'un maximum de 4 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur.

§ 3. En septième année B (7 PB) du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel :

1. L'horaire comprend une formation commune portant sur :

- a) le français à raison de 4 périodes hebdomadaires;
- b) la formation sociale et économique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- c) la formation scientifique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- d) l'éducation physique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

2. Un maximum de 6 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Les périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.

Lorsque le programme d'études de l'option de base groupée comprend soit la formation sociale et économique, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille horaire des élèves concernés.

3. Pour toutes les options de base groupées que le Gouvernement détermine après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 précité, la formation commune comprend un apprentissage en langue moderne. La méthodologie choisie pour atteindre les compétences et savoirs relève du ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions pour l'enseignement organisé par la Communauté française et du Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné. Elle peut consister en cours inscrits à la grille-horaire, stages en entreprises ou mobilité hors Communauté française, cours de promotion sociale ou d'un opérateur public de formation. Le Gouvernement fixe les modalités d'application de cette disposition. Il peut aussi organiser des dispositifs expérimentaux en la matière.

Le Pouvoir organisateur reste cependant libre d'organiser de sa propre initiative une formation en langue moderne de 2 périodes hebdomadaires dans le cadre de la formation commune pour les options non-concernées par l'obligation visée à l'alinéa précédent.

Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, la formation commune comprend une formation mathématique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

Le Pouvoir organisateur reste cependant libre d'organiser de sa propre initiative une formation en mathématique de 2 périodes hebdomadaires dans le cadre de la formation commune pour les options non-concernées par l'obligation visée à l'alinéa précédent.

4. L'horaire comprend également au minimum 18 et au maximum 22 périodes hebdomadaires d'option de base groupée.

5. L'horaire peut également comprendre d'autres activités à raison d'un maximum de 4 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur.

§ 4. En septième année C (7 PC) du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel :

1. L'horaire comprend une formation commune portant sur :

- a) le français à raison de 4 périodes hebdomadaires;
- b) la formation sociale et économique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- c) la formation mathématique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- d) la formation scientifique à raison de 2 périodes hebdomadaires;

e) l'éducation physique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

2. Un maximum de 6 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique.

La formation commune peut également comprendre 1 ou 2 période(s) de formation historique et/ou 1 ou 2 période(s) de formation géographique, au choix du Pouvoir organisateur. Les périodes de formation historique et de formation géographique peuvent être regroupées.

3. L'horaire comprend également au minimum 14 et au maximum 18 périodes hebdomadaires de cours de formation générale et/ou de formation optionnelle pouvant relever de plusieurs secteurs, au choix du Pouvoir organisateur.

4. L'horaire peut également comprendre d'autres activités à raison d'un maximum de 4 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur. "

**Art. 4.** Dans la même loi du 19 juillet 1971, à l'article 4*sexies*, inséré par le décret du 19 juillet 2011 et remplacé par le décret du 12 juillet 2012, le paragraphe 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Par dérogation à l'article 23, § 2 de l'Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, les élèves entrés en 5<sup>e</sup> dans une des options de base groupées organisées dans le régime expérimental de la CPU à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012 et les ayant suivies en 6<sup>e</sup> pendant l'année scolaire 2013-2014 peuvent se voir délivrer, à la fin de ladite année scolaire, le rapport de compétences CPU visé à l'article 2, 18 du même Arrêté royal, accompagné d'une attestation d'orientation vers l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3 D). "

**Art. 5.** Dans la même loi du 19 juillet 1971, l'article 7*bis*, inséré par le décret du 19 juillet 1993 et abrogé par le décret du 30 juin 2006, est rétabli dans la formulation suivante :

" § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent article, on entend par :

1. milieu professionnel : employeur, public ou privé, des secteurs marchand et non-marchand, actif dans la production de biens ou de services, susceptible d'accueillir des stagiaires dans les conditions du présent article;

2. visites : périodes de contact et de découverte, individuels ou collectifs notamment des métiers, du milieu professionnel, des centres de compétence et de référence professionnelle, des centres de technologies avancées, d'autres écoles organisées dans le cadre du processus d'orientation des élèves aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice;

3. stages : périodes d'immersion en milieu professionnel, individuelle ou en très petits groupes de moins de 6 élèves, organisées principalement aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.

Le présent article n'est pas applicable au 4<sup>e</sup> degré. Le Gouvernement arrête les modalités particulières des stages au 4<sup>e</sup> degré.

§ 2. Les visites sont organisées par les établissements dans le cadre de leur projet d'établissement, visé à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. Elles s'inscrivent dans le cadre des articles 23, 32 et 60 du même décret.

§ 3. Pour les options de base groupées qui ne reposent pas encore sur un profil de certification, le Gouvernement rend les stages obligatoires dans les options de base groupées de l'enseignement qualifiant qu'il détermine après avoir pris l'avis de Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire.

Dans le cadre de son projet d'établissement, visé à l'article 67 du décret du 24 juillet précité, chaque établissement peut organiser des stages conformément au présent article dans les options de base groupées, dans lesquelles le Gouvernement ne les a pas rendus obligatoires.

§ 4. Trois types de stages sont à distinguer :

1. le stage de type 1, qui est un stage d'observation et d'initiation;
2. le stage de type 2, qui est un stage de pratique accompagnée;
3. le stage de type 3, qui est un stage de pratique en responsabilité.

§ 5. Les stages d'observation et d'initiation visés au § 4, 1, font partie de la mise en projet de l'élève et s'inscrivent dans un processus large d'orientation. Ils ont pour objectif de permettre à l'élève de :

1. découvrir un ou plusieurs métier(s) pour définir ou préciser un projet de formation.
2. s'initier à des activités professionnelles et/ou à la vie professionnelle.
3. cibler ses intérêts.

Ils sont organisés par les établissements scolaires dans le cadre de leur projet d'établissement, visé à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 précité; ils sont limités à maximum quatre semaines dans chacun des degrés.

Ils peuvent consister notamment en :

1. la participation à des essais et démonstrations;
2. l'assistance à des activités de production;
3. la rencontre avec des membres du milieu professionnel.

Les élèves en stage d'observation et d'initiation ne prennent pas part au travail dans le milieu professionnel; ils sont pris en charge globalement par le milieu professionnel et disposent d'un faible degré d'autonomie.

Lors de la recherche de lieux de stage, l'élève ou l'établissement communique aux milieux professionnels avec lesquels ils établissent un premier contact un document explicatif des types de stage et des attentes de l'enseignement vis-à-vis du milieu professionnel dont le Gouvernement fixe le modèle.

§ 6. Les stages de pratique accompagnée visés au § 4, 2, sont organisés principalement en 4<sup>e</sup> année et au 3<sup>e</sup> degré. En 4<sup>e</sup> année, ils sont limités à maximum quatre semaines. Ils ont pour objectif de permettre à l'élève de

1. découvrir le monde professionnel;
2. approfondir son projet de formation;
3. confirmer son choix professionnel;

4. mettre en œuvre les compétences qu'il a acquises à l'école en participant au processus de production.

Le travail visé au 4 de l'alinéa précédent consiste en l'exécution de tâches de plus en plus complexes en fonction du programme d'études. Il s'effectue sous guidance rapprochée du milieu professionnel; l'élève dispose d'une autonomie modérée.

§ 7. Les stages de pratique en responsabilité visés au § 4, 3, sont organisés au 3<sup>e</sup> degré. Ils ont pour objectif de permettre à l'élève d'acquérir et de perfectionner la maîtrise du métier complémentairement aux savoirs, compétences et aptitudes professionnels enseignés à l'école.

A cette fin, les élèves sont appelés à exécuter, en autonomie, des tâches de plus en plus complexes en fonction du programme d'études, sous la supervision du milieu professionnel.

§ 8. Les stages visés aux paragraphes 6 et 7 s'inscrivent dans le projet pédagogique, visé par l'article 64 du décret du 24 juillet 1997 précité, des établissements organisant de l'enseignement secondaire technique de qualification et de l'enseignement secondaire professionnel.

Les stages font partie intégrante de la formation de l'élève; ils interviennent dans le processus d'évaluation des élèves.

Ils sont obligatoires dès lors qu'ils sont organisés par l'établissement scolaire et que celui-ci en a inséré les règles dans son règlement des études, visé à l'article 77 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Dans des cas exceptionnels, notamment lorsqu'un élève connaît des problèmes physiques, sociaux ou psychologiques de nature passagère, le conseil de classe peut reporter les stages d'un élève à une période plus favorable pour lui. Si le report n'est pas possible, le conseil de classe peut dispenser l'élève de tout ou partie du stage. Dans les deux cas, le conseil de classe établit un document motivant sa décision et décrivant les modalités de remplacement.

Dans le cas où l'alinéa précédent concerne un élève inscrit dans les options de base groupées " puériculture " ou " puériculteur/puéricultrice " ou " aspirant/aspirante en nursing " ou " assistant/assistante pharmaceutico-technique " du 3<sup>e</sup> degré de qualification de l'enseignement secondaire, l'élève dispensé ne pourra pas se voir délivrer de certificat de qualification.

§ 9. Le choix des lieux de stage doit répondre aux objectifs de formation. Il faut tenir compte notamment de :

1. l'aptitude du milieu professionnel à fournir un éventail de travaux de caractère formatif sur le plan professionnel,
2. la capacité du milieu professionnel de désigner en son sein un tuteur présentant les qualités requises pour l'accompagnement du stagiaire, telles que définies par le profil de fonction visé au paragraphe 18,
3. la capacité d'accueil du milieu professionnel en matière de nombre de stagiaires,
4. les expériences antérieures de collaboration positive avec l'établissement scolaire.

Les stages ne peuvent pas être organisés chez les membres du corps professoral, leur conjoint ou leurs parents, ni chez les parents du stagiaire jusqu'au 3<sup>e</sup> degré ni chez les cohabitants et/ou personnes vivant sous le même toit, sauf dérogation accordée par le ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions.

§ 10. Pour les stages visés aux paragraphes 6 et 7, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française garantit à chaque élève un lieu de stage adéquat au regard des critères du paragraphe 9.

Les modalités de l'intervention des élèves dans la recherche des lieux de stage sont définies dans le règlement des études visé à l'article 77 du décret du 24 juillet 1997 précité. Dans ce cas, l'équipe éducative assure une préparation des élèves à la recherche de lieux de stage et les soutient dans leur recherche. Cela implique notamment qu'elle fournisse aux élèves une liste de lieux de stage possibles, même si l'élève peut proposer lui-même d'autres lieux qui répondent aux critères précisés par l'équipe éducative.

Dans tous les cas, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française est responsable en dernier ressort de la recherche de lieux de stage; l'élève ne pourra pas être tenu pour responsable de l'absence de lieu de stage, sauf si le chef d'établissement a pris une mesure disciplinaire d'exclusion du lieu de stage à l'égard de l'élève et qu'il n'a pas été possible de lui retrouver un autre lieu de stage.

Lors de la recherche de lieux de stage, l'élève ou l'établissement communique aux milieux professionnels avec lesquels ils établissent un premier contact un document explicatif des types de stage et des attentes de l'enseignement vis-à-vis du milieu professionnel dont le Gouvernement fixe le modèle.

Dans le cas où un établissement peine à trouver des lieux de stage en suffisance, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française Pouvoir organisateur en informe, selon des modalités que fixe le Gouvernement :

1. l'Instance de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) concernée, visée par l'article 4, § 1<sup>er</sup> du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial;
2. les Services du Gouvernement; ceux-ci établissent un cadastre des demandes non satisfaites, par zone, par secteur professionnel et par option de base groupée, qui sera communiqué au ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions; ils apportent leur soutien aux établissements dans la recherche de lieux de stage.

§ 11. Pour les options de base groupées dans lesquelles des stages ont été rendus obligatoires par le Gouvernement, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française peuvent introduire des demandes de dispense motivées par des raisons extérieures aux élèves eux-mêmes telles que le manque d'offre de stages et la grande difficulté de déplacement des élèves vers des lieux de stage. La demande peut porter sur une option de base groupée ou sur un nombre restreint d'élèves au sein d'une option de base groupée. La demande porte sur une année scolaire spécifique.

Le conseil de classe prévoit des activités de remplacement pour les élèves dispensés.

Le Gouvernement définit les modalités des demandes de dispense et de leur traitement et marque ou non son approbation.

Le service de l'Inspection visé par l'article 3, 2, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, peut être chargé d'une mission d'inspection concernant ces demandes.

§ 12. Des stages visés aux paragraphes 6 et 7 peuvent être organisés à l'étranger ou dans une autre Communauté.

Tout stage à l'étranger fait l'objet d'une autorisation ministérielle basée sur un dossier introduit par le chef d'établissement selon les modalités que fixe le Gouvernement.

La demande du chef d'établissement n'est pas nécessaire et l'autorisation est automatique pour l'élève et les membres de l'équipe éducative qui accompagnent éventuellement le jeune lorsque celui-ci participe à des échanges financés ou cofinancés par la Commission européenne ou une autorité publique belge.

Le Gouvernement détermine les modalités particulières des stages des élèves frontaliers dans les pays limitrophes ou dans une autre Communauté.

§ 13. Après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'Enseignement secondaire créé par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement définit les durées minima et maxima, le public-cible et les modalités d'organisation et d'évaluation des divers types de stages visés au paragraphe 4, en tenant compte le cas échéant des spécificités des options de base groupées.

Pour les options de base groupées " Puériculture ", " Puériculteur / Puéricultrice ", " Aspirant en nursing / Aspirante en nursing " et " Assistant pharmaceutico-technique / Assistante pharmaceutico-technique ", le Gouvernement peut définir des modalités spécifiques pour les stages en fonction des spécificités de ces options de base groupées qui mènent à des professions dont l'accès est réglementé.

Si le Conseil n'a pas rendu son avis endéans les trois mois de la demande qui lui est adressée, l'avis est réputé favorable.

§ 14. Les stages impliquent une relation tripartite entre l'établissement scolaire, l'élève et ses parents ou ses représentants légaux s'il est mineur et le milieu professionnel.

Cette relation est régie par une convention fixant notamment les droits et devoirs des parties concernées. Le Gouvernement fixe le modèle de convention applicable à chacun des types de stages visés au paragraphe 4.

§ 15. Pour les stages visés aux paragraphes 6 et 7, un carnet de stage est obligatoire. Il constitue, tout au long du stage, le moyen de liaison entre l'établissement scolaire, le stagiaire et le milieu professionnel.

Le carnet de stage reprend au moins les éléments suivants :

1. un exemplaire de la convention,
2. le type de stage,
3. les objectifs du stage,
4. le calendrier et les horaires,
5. les modalités d'évaluation,
6. ce qui est attendu de la part du milieu professionnel en matière de développement des aptitudes et compétences professionnelles.

Le carnet accompagne l'élève aussi bien à l'école que sur le lieu de stage.

L'élève y note les activités et les apprentissages réalisés. Le milieu professionnel y note des éléments d'évaluation.

La tenue du carnet de stage s'effectue sous la responsabilité du maître de stage visé au paragraphe 16, en collaboration avec le tuteur visé au paragraphe 18.

Le carnet de stage peut tenir lieu de rapport de stage si le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, en décide ainsi après concertation avec l'équipe éducative.

§ 16. Le chef d'établissement désigne l'enseignant ou les enseignants chargé(s) de la préparation, de l'accompagnement et de l'évaluation des stages. Pour chaque élève en stage, est désigné, au sein de l'équipe éducative qui en a la charge, un maître de stage unique, seul interlocuteur du milieu professionnel concerné en dehors du chef d'établissement ou de son délégué.

Peut être désigné comme maître de stage :

1. tout membre de l'équipe des enseignants chargés de cours aux élèves concernés, y compris les cours de formation commune;
2. un chef de travaux d'atelier;
3. un chef d'atelier;
4. un enseignant chargé de périodes de coordination pédagogique.

La préparation, l'accompagnement et l'évaluation des stages font partie des tâches pédagogiques habituelles des maîtres de stage. Lorsqu'ils accomplissent ces tâches, que ce soit dans l'établissement scolaire ou en dehors de celui-ci, ils sont considérés comme en activité de service.

§ 17. En début d'année scolaire, le chef d'établissement ou son délégué arrête le planning prévisionnel et les modalités d'organisation des stages après concertation au sein de l'organe de démocratie sociale compétent.

§ 18. Dans la limite de leur horaire hebdomadaire habituel, le Chef d'établissement peut charger les membres du personnel déchargés de cours en raison de l'organisation des stages de tâches éducatives et pédagogiques, telles que le remplacement de professeurs absents, la prise en charge d'activités de remédiation ou de dépassement, des surveillances, des prestations en médiathèque.

Les modalités d'application de cette disposition sont arrêtées par le chef d'établissement après concertation au sein de l'organe de démocratie sociale compétent et après en avoir informé les membres du personnel concernés.

§ 19. La désignation d'un tuteur est indispensable dans chaque milieu professionnel accueillant au moins un stagiaire. Les établissements scolaires collaboreront avec les milieux professionnels concernés afin que soient désignés des tuteurs compétents. Le Gouvernement établit un profil de fonction pour les tuteurs après concertation avec les partenaires sociaux représentés au Conseil économique et social de la Région wallonne et au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 20. Le Gouvernement établit une grille critériée d'évaluation des lieux de stage; les établissements remplissent cette grille pour chaque lieu de stage avec la collaboration du ou des maître(s) de stage concernés; ils la tiennent à la disposition du service de l'Inspection.

*Section II. — Modification de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

**Art. 6.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'Arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1987 et l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, remplacé par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, modifié par le Décret du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 5, l'alinéa 2 est abrogé;

b) au 6, les mots " dans laquelle 55 % au moins du nombre hebdomadaire de périodes doivent être consacrés à la formation générale, sociale et personnelle " sont supprimés.

**Art. 7.** A l'article 26 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1987, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993 et 19 avril 1999, modifié et complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2000, modifié par le décret du 26 mars 2009 et remplacé par le décret du 12 juillet 2012, le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Le certificat de qualification ne peut pas être délivré aux élèves qui n'ont pas effectué les stages visés au paragraphe 8 de l'article 7bis de la loi du 19 juillet 1971 précitée et, sans préjudice du paragraphe 8, alinéa 5 de l'article 7bis de la loi du 19 juillet 1971, n'en ont pas été dispensés conformément au même article. "

*Section III. — Modification du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance*

**Art. 8.** Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2bis, § 4, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance est complété par la phrase suivante :

" Le module de formation individualisé peut comprendre des visites et des stages, tels que visés par l'article 7bis de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire et l'article 55bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. "

*Section IV. — Modification du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.*

**Art. 9.** Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'alinéa 2 de l'article 23 est remplacé par le texte qui suit :

" Chaque établissement d'enseignement secondaire met en contact les élèves du premier degré par des visites, telles que visées à l'article 7bis, § 2, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ou des stages d'observation et d'initiation, tels que visés à l'article 7bis, § 5 de la même loi, avec des établissements d'enseignement organisant la section de transition ou la section de qualification, ou avec des centres de compétence ou de référence professionnelle, ou avec des centres de technologies avancées, ou avec des entreprises. "

**Art. 10.** Dans le même décret, à l'article 32, le paragraphe 2 est complété par un alinéa 5, rédigé comme suit :

" Ces activités peuvent prendre la forme de stages d'observation et d'initiation, tels que visés à l'article 7bis, § 5 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire. "

**Art. 11.** Dans le même décret, l'article 53 est abrogé.

**Art. 12.** Dans le même décret, à l'article 60, l'alinéa 5 est remplacé par :

" Ces activités prennent notamment la forme de stages de pratique accompagnée, tels que visés à l'article 7bis, § 6 de la loi du 19 juillet 1971 précitée et de stages de pratique en responsabilité, tels que visés à l'article 7bis, § 7 de la même loi. "

*Section V. — Modification du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

**Art. 13.** Dans l'article 55 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, le paragraphe 2 est abrogé, le paragraphe 3 devenant paragraphe 2.

**Art. 14.** Dans le même décret, est inséré un article 55bis rédigé comme suit :

" § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent article, on entend par :

1. milieu professionnel : employeur, public ou privé, des secteurs marchand et non-marchand, actif dans la production de biens ou de services, susceptible d'accueillir des stagiaires dans les conditions du présent article;

2. visites : périodes de contact et de découverte, individuels ou collectifs notamment des métiers, du milieu professionnel, des centres de compétence et de référence professionnelle, des centres de technologies avancées, d'autres écoles organisées dans le cadre du processus d'orientation des élèves de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3;

3. stages : périodes d'immersion en milieu professionnel, individuelle ou en très petits groupes de moins de 6 élèves, organisées au cours des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phases de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3.

L'enseignement en alternance tel qu'organisé conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du présent décret n'est pas visé par le présent article.

§ 2. Les visites sont organisées par les établissements dans le cadre de leur projet d'établissement, visé à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 précité.

§ 3. Pour les formations pour lesquelles un profil de certification n'a pas encore été défini conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997, le Gouvernement peut rendre les stages obligatoires dans certaines formations de l'enseignement spécialisé de forme 3.

Dans le cadre de son projet d'établissement, visé à l'article 67 du décret du 24 juillet précité, chaque établissement peut organiser des stages conformément au présent article dans les formations de l'enseignement spécialisé de forme 3, dans lesquelles le Gouvernement ne les a pas rendus obligatoires.

§ 4. Trois types de stages sont à distinguer :

1. le stage de type 1, qui est un stage d'observation et d'initiation;
2. le stage de type 2, qui est un stage de pratique accompagnée;
3. le stage de type 3, qui est un stage de pratique en responsabilité.

§ 5. Les stages d'observation et d'initiation visés au § 4, 1, font partie de la mise en projet de l'élève et s'inscrivent dans un processus large d'orientation. Ils ont pour objectif de permettre à l'élève de :

1. découvrir un ou plusieurs métier(s) pour définir ou préciser un projet de formation.
2. s'initier à des activités professionnelles et/ou à la vie professionnelle.
3. cibler ses intérêts.

Ils sont organisés par les établissements scolaires dans le cadre de leur projet d'établissement visé à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Ils peuvent consister notamment en :

1. la participation à des essais et démonstrations;
2. l'assistance à des activités de production;
3. la rencontre avec des membres du milieu professionnel.

Les élèves en stage d'observation et d'initiation ne prennent pas part au travail dans le milieu professionnel; ils sont pris en charge globalement par le milieu professionnel et disposent d'un faible degré d'autonomie.

Lors de la recherche de lieux de stage, l'élève ou l'établissement communique aux milieux professionnels avec lesquels ils établissent un premier contact un document explicatif des types de stage et des attentes de l'enseignement vis-à-vis du milieu professionnel dont le Gouvernement fixe le modèle.

§ 6. Les stages de pratique accompagnée visés au § 4, 2, ont pour objectif de permettre à l'élève de

1. découvrir le monde professionnel;
2. approfondir son projet de formation;
3. confirmer son choix professionnel
4. mettre en œuvre les compétences qu'il a acquises à l'école en participant au processus de production.

Le travail visé au 4 de l'alinéa précédent consiste en l'exécution de tâches de plus en plus complexes en fonction du programme d'études. Il s'effectue sous guidance rapprochée du milieu professionnel; l'élève dispose d'une autonomie modérée.

§ 7. Les stages de pratique en responsabilité visés au § 4, 3, ont pour objectif de permettre à l'élève d'acquérir et de perfectionner la maîtrise du métier complémentarément aux savoirs, compétences et aptitudes professionnels enseignés à l'école.

A cette fin, les élèves sont appelés à exécuter, en autonomie, des tâches de plus en plus complexes en fonction du programme d'études, sous la supervision du milieu professionnel.

§ 8. Les stages visés aux paragraphes 6 et 7 s'inscrivent dans le projet pédagogique, visé par l'article 64 du décret du 24 juillet 1997 précité, des établissements organisant l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3.

Les stages font partie intégrante de la formation de l'élève; ils interviennent dans le processus d'évaluation des élèves.

Ils sont obligatoires dès lors qu'ils sont organisés par l'établissement scolaire et que celui-ci en a inséré les règles dans son règlement des études, visé à l'article 77 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Lorsqu'un élève connaît des problèmes physiques, sociaux ou psychologiques de nature passagère, le conseil de classe peut reporter les stages d'un élève à une période plus favorable pour lui. Si le report n'est pas possible, le conseil de classe peut dispenser l'élève de tout ou partie du stage. Dans les deux cas, le conseil de classe établit un document motivant sa décision et décrivant les modalités de remplacement.

§ 9. Le choix des lieux de stage doit répondre aux objectifs de formation. Il faut tenir compte notamment de :

1. l'aptitude du milieu professionnel à fournir un éventail de travaux de caractère formatif sur le plan professionnel,
2. la capacité du milieu professionnel de désigner en son sein un tuteur présentant les qualités requises pour l'accompagnement du stagiaire, telles que définies par le profil de fonction visé au paragraphe 18,
3. la capacité d'accueil du milieu professionnel en matière de nombre de stagiaires,
4. les expériences antérieures de collaboration positive avec l'établissement scolaire.

Les stages ne peuvent pas être organisés chez les membres du corps professoral, leur conjoint ou leurs parents, ni chez les parents du stagiaires jusqu'au 3<sup>e</sup> degré ni chez les cohabitants et/ou personnes vivant sous le même toit, sauf dérogation accordée par le ministre qui a l'enseignement spécialisé dans ses attributions.

§ 10. Pour les stages visés aux paragraphes 6 et 7, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française garantit à chaque élève un lieu de stage adéquat au regard des critères du paragraphe 9.

Les modalités de l'intervention des élèves dans la recherche des lieux de stage sont définies dans le règlement des études visé à l'article 77 du décret du 24 juillet 1997 précité. Dans ce cas, l'équipe éducative assure une préparation des élèves à la recherche de lieux de stage et les soutient dans leur recherche. Cela implique notamment qu'elle fournisse aux élèves une liste de lieux de stage possibles, même si l'élève peut proposer lui-même d'autres lieux qui répondent aux critères précisés par l'équipe éducative.

Dans tous les cas, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française est responsable en dernier ressort de la recherche de lieux de stage; l'élève ne pourra pas être tenu pour responsable de l'absence de lieu de stage, sauf si le chef d'établissement a pris une mesure disciplinaire d'exclusion du lieu de stage à l'égard de l'élève et qu'il n'a pas été possible de lui retrouver un autre lieu de stage.

Lors de la recherche de lieux de stage, l'élève ou l'établissement communique aux milieux professionnels avec lesquels ils établissent un premier contact un document explicatif des types de stage et des attentes de l'enseignement vis-à-vis du milieu professionnel dont le Gouvernement fixe le modèle.

Dans le cas où un établissement peine à trouver des lieux de stage en suffisance, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur en informe, selon des modalités que fixe le Gouvernement :

1. l'Instance de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) concernée, visée par l'article 4, § 1<sup>er</sup> du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial;

2. les Services du Gouvernement; ceux-ci établissent un cadastre des demandes non satisfaites, par zone, par secteur professionnel et par formation, qui sera communiqué au ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions; ils apportent leur soutien aux établissements dans la recherche de lieux de stage.

§ 11. Pour les formations dans lesquelles des stages ont été rendus obligatoires par le Gouvernement, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française peuvent introduire des demandes de dispense motivées par des raisons extérieures aux élèves eux-mêmes telles que le manque d'offre de stages et la grande difficulté de déplacement des élèves vers des lieux de stage. La demande peut porter sur une formation ou sur un nombre restreint d'élèves au sein d'une formation. La demande porte sur une année scolaire spécifique.

Le conseil de classe prévoit des activités de remplacement pour les élèves dispensés.

Le Gouvernement définit les modalités des demandes de dispense et de leur traitement et marque ou non son approbation.

Le service de l'Inspection visé par l'article 3, 3, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, peut être chargé d'une mission d'inspection concernant ces demandes.

§ 12. Des stages visés aux paragraphes 6 et 7 peuvent être organisés à l'étranger ou dans une autre Communauté.

Tout stage à l'étranger fait l'objet d'une autorisation ministérielle basée sur un dossier introduit par le chef d'établissement selon les modalités que fixe le Gouvernement.

L'autorisation est automatique pour l'élève et les membres de l'équipe éducative qui accompagnent éventuellement le jeune lorsque celui-ci participe à des échanges financés ou co-financés par la Commission européenne ou une autorité publique belge.

Le Gouvernement détermine les modalités particulières des stages des élèves frontaliers dans les pays limitrophes ou dans une autre Communauté.

§ 13. Après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé créé par l'article 168 du présent décret, le Gouvernement définit la durée, le public-cible et les modalités d'organisation et d'évaluation des divers types de stages visés au paragraphe 4.

Si le Conseil n'a pas rendu son avis endéans les trois mois de la demande qui lui est adressée, l'avis est réputé favorable.

§ 14. Les stages impliquent une relation tripartite entre l'établissement scolaire, l'élève et ses parents ou ses représentants légaux s'il est mineur et le milieu professionnel.

Cette relation est régie par une convention fixant notamment les droits et devoirs des parties concernées. Le Gouvernement fixe le modèle de convention applicable à chacun des types de stages visés au paragraphe 4.

§ 15. Pour les stages visés aux paragraphes 6 et 7, un carnet de stage est obligatoire. Il constitue, tout au long du stage, le moyen de liaison entre l'établissement scolaire, le stagiaire et le milieu professionnel.

Le carnet de stage reprend au moins les éléments suivants :

1. un exemplaire de la convention,
2. le type de stage,
3. les objectifs du stage,
4. le calendrier et les horaires,
5. les modalités d'évaluation,
6. ce qui est attendu de la part du milieu professionnel en matière de développement des aptitudes et compétences professionnelles.

Le carnet accompagne l'élève aussi bien à l'école que sur le lieu de stage.

L'élève y note les activités et les apprentissages réalisés. Le milieu professionnel y note des éléments d'évaluation.

La tenue du carnet de stage s'effectue sous la responsabilité du maître de stage visé au paragraphe 16, en collaboration avec le tuteur visé au paragraphe 18.

Le carnet de stage peut tenir lieu de rapport de stage si le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, en décide ainsi après concertation avec l'équipe éducative.

§ 16. Le chef d'établissement désigne l'enseignant ou les enseignants chargé(s) de la préparation, de l'accompagnement et de l'évaluation des stages. Pour chaque élève en stage, est désigné, au sein de l'équipe éducative qui en a la charge, un maître de stage unique, seul interlocuteur du milieu professionnel concerné en dehors du chef d'établissement ou de son délégué.

Peut être désigné comme maître de stage :

1. tout membre de l'équipe des enseignants chargés de cours aux élèves concernés, y compris les cours de formation commune;
2. un chef de travaux d'atelier;
3. un chef d'atelier;
4. un enseignant chargé de périodes de coordination pédagogique.

La préparation, l'accompagnement et l'évaluation des stages font partie des tâches pédagogiques habituelles des maîtres de stage. Lorsqu'ils accomplissent ces tâches, que ce soit dans l'établissement scolaire ou en dehors de celui-ci, ils sont considérés comme en activité de service.

§ 17. En début d'année scolaire, le chef d'établissement ou son délégué arrête le planning prévisionnel et les modalités d'organisation des stages après concertation au sein de l'organe de démocratie sociale compétent.

§ 18. Dans la limite de leur horaire hebdomadaire habituel, le Chef d'établissement peut charger les membres du personnel déchargés de cours en raison de l'organisation des stages de tâches éducatives et pédagogiques d'encadrement des élèves, telles que le remplacement de professeurs absents, la prise en charge d'activités de remédiation ou de dépassement, de surveillances, des prestations en médiathèque.

§ 19. La désignation d'un tuteur est indispensable dans chaque milieu professionnel accueillant au moins un stagiaire. Les établissements scolaires collaboreront avec les milieux professionnels concernés afin que soient désignés des tuteurs compétents. Le Gouvernement établit un profil de fonction pour les tuteurs, après concertation avec les partenaires sociaux représentés au Conseil économique et social de la Région wallonne et au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 20. Le Gouvernement établit une grille critériée d'évaluation des lieux de stage; les établissements remplissent cette grille pour chaque lieu de stage avec la collaboration du ou des maître(s) de stage concernés; ils la tiennent à la disposition du service de l'Inspection.

**Art. 15.** L'article 59 du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2007 et remplacé par le décret du 12 juillet 2012, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“ Il ne peut pas délivrer le Certificat de qualification aux élèves qui n'ont pas effectué les stages visés au paragraphe 8 de l'article 55 et n'en ont pas été dispensés conformément au même article. ”

*Section VI. — Modification du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial*

**Art. 16.** Dans le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, à l'article 5, est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

“ Dans le cas où l'Instance de Pilotage est informée, conformément à l'article 7bis, § 10, alinéa 7, 1, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ou conformément à l'article 55 bis, § 10, alinéa 5, 1, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, qu'un ou des établissement(s) d'enseignement qualifiant peine(nt) à trouver des lieux de stage en suffisance, elle est invitée à interpeller les partenaires sociaux et/ou les secteurs professionnels de la zone, de manière à favoriser l'ouverture de nouvelles places de stage ”.

*Section VII. — Modification du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française*

**Art. 17.** L'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française est complété par un 15 libellé comme suit :

1.5 D'observer, de suivre et d'évaluer le dispositif de généralisation des stages et de renforcement de la formation générale dans l'enseignement qualifiant, organisé par le décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, en analysant notamment :

- si les modifications proposées conduisent à une diminution du nombre d'échecs dans le qualifiant;
- si cette généralisation des stages a un impact positif sur la formation et l'accès de l'élève à l'emploi ou à l'enseignement supérieur.

## CHAPITRE II. — *Disposition finale*

**Art. 18.** Les articles 2 et 3 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2014 pour ce qui concerne les troisième et cinquième années de l'enseignement secondaire de qualification technique et artistique et les troisième, cinquième et septième années de l'enseignement secondaire professionnel. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2015 pour ce qui concerne les quatrième et sixième années de l'enseignement secondaire technique de qualification et de l'enseignement secondaire professionnel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les Pouvoirs organisateurs peuvent maintenir le régime actuel des grilles-horaires pendant l'année scolaire 2014-2015 pour ce qui concerne les troisième et cinquième années de l'enseignement secondaire de qualification technique et scientifique et les troisième, cinquième et septième années de l'enseignement secondaire professionnel et pendant l'année scolaire 2015-2016 pour ce qui concerne les quatrième et sixième années de l'enseignement secondaire de qualification technique et artistique et de l'enseignement secondaire professionnel.

**Art. 19.** Les autres articles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

—  
Note

(1) *Session 2013-2014*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 559-1.B. — Amendement de commission, n° 559-2. — Rapport n° 559-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 4 décembre 2013.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29141]

**5 DECEMBER 2013.** — **Decreet tot wijziging van de lesroosters in de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en houdende organisatie van stages in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en vorm 4 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

*Afdeling I.* — Wijziging van de wet van 19 juli 1971  
betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs

**Artikel 1.** § 1. In artikel 4<sup>ter</sup>, § 2 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de woorden " het technisch overgangsonderwijs " vervangen door de woorden " in het technisch en artistiek doorstromingsonderwijs ".

§ 2. In artikel 4<sup>ter</sup>, § 3, van dezelfde wet van 19 juli 1971 worden de woorden " het technisch overgangsonderwijs " vervangen door de woorden " het technisch en artistiek doorstromingsonderwijs ".

**Art. 2.** Artikel 4<sup>quater</sup> van dezelfde wet van 19 juli 1971 wordt vervangen als volgt :

" Artikel 4<sup>quater</sup>. § 1. In de tweede graad van het technisch en kunstsecundair kwalificatieonderwijs :

1. bevat de lesrooster een gemeenschappelijke vorming over :

- a) het Frans naar rata van 4 lestijden per week;
- b) de opleiding geschiedenis naar rata van 1 lestijd per week;
- c) de opleiding aardrijkskunde naar rata van 1 lestijd per week
- d) de opleiding wiskunde naar rata van 2 lestijden per week;
- e) de opleiding wetenschappen naar rata van 2 lestijden per week;
- f) de opleiding moderne talen naar rata van 2 lestijden per week;
- g) de lichamelijke opvoeding naar rata van 2 lestijden per week.

2. Kunnen de vakken bedoeld in 1, b) en c) gegroepeerd worden op voorwaarde dat het uurvolume dat voor elk vak bestemd wordt, nageleefd wordt.

Hoogstens 6 lestijden per week kunnen besteed worden aan de verhoging van het aantal lestijden voor elk vak van de gemeenschappelijke vorming met uitzondering van de lichamelijke opvoeding. De lestijden van versterking maken het mogelijk voor elke leerling om de vereiste leervereisten te beheersen.

Voor alle leerlingen die de onderwijstaal niet voldoende beheersen, kan de gemeenschappelijke vorming ook twee tot vier wekelijkse lestijden bevatten voor de specifieke versterking in het Frans bedoeld als een cursus Frans voor de bevordering van scholarisatie.

Wanneer het studieprogramma van de gegroepeerde basisoptie ofwel de opleiding wiskunde, of de opleiding moderne talen, of de opleiding wetenschappen bevat, worden de inrichtingen niet ertoe gehouden, met inachtneming van de referentiesystemen bedoeld in artikel 35, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt

van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dit gedeelte van de opleiding die gemeenschappelijk is met de lesroosters van de betrokken leerlingen volledig of gedeeltelijk in te schrijven.

3. Wordt de opleiding wiskunde tot 4 lestijden per week verhoogd voor de gegroepeerde basisopties die de Regering bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs.

Voor de gegroepeerde basisopties die de Regering bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 oktober 1994 wordt de opleiding moderne talen verhoogd tot 3 of 4 lestijden per week, naar keuze van de inrichtende macht.

4. Omvat de lesrooster ook ten minste 14 en ten hoogste 18 lestijden per week van gegroepeerde basisoptie. Deze optionele opleiding is gericht op een sector of een groep van beroepen of een beroep in het bijzonder. Ze beoogt de kennis, de vaardigheden en de competenties die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van één of meer beroepen ter voorbereiding op de leerprocessen van de 3de graad. Ze legt het verband met de leersystemen van de gemeenschappelijke vorming. In het 3de jaar kan ze gericht zijn op verschillende sectoren of groepen van beroepen of beroepen zodat de leerling ze kan ontdekken en zich richten tot studies met kennis van zaken.

5. Kan de lesrooster ook andere activiteiten omvatten naar rata van hoogstens 2 lestijden per week, naar keuze van de inrichtende macht. Deze activiteiten zijn bestemd ofwel voor de organisatie van activiteiten inzake oriëntatie of motivatie van de leerlingen in het kader van hun schooltraject ofwel voor de ontwikkeling van competenties van de gemeenschappelijke vorming door de verscheidene benaderingen.

§ 2. In het vijfde en zesde jaar van de derde graad van het technisch en kunstsecundair kwalificatieonderwijs :

1. bevat de lesrooster een gemeenschappelijke vorming over :

- a) het Frans naar rata van 4 lestijden per week;
- b) een opleiding geschiedenis naar rata van 1 lestijd per week;
- c) de opleiding aardrijkskunde naar rata van 1 lestijd per week;
- d) de sociale en economische opleiding naar rata van 2 lestijden per week;
- e) de opleiding wiskunde naar rata van 2 lestijden per week;
- f) de opleiding wetenschappen naar rata van 2 lestijden per week;
- g) de opleiding in moderne talen naar rata van 2 lestijden per week;
- h) de lichamelijke opvoeding naar rata van 2 lestijden per week.

2. Kunnen de vakken bedoeld in 1, b), c) en d) volledig of gedeeltelijk gegroepeerd worden op voorwaarde dat het uurvolume dat voor elk vak bestemd wordt, nageleefd wordt.

Hoogstens 2 lestijden per week kunnen besteed worden aan de verhoging van het aantal lestijden voor elk vak van de gemeenschappelijke vorming met uitzondering van de lichamelijke opvoeding. De lestijden van versterking maken het mogelijk voor elke leerling om de vereiste leervereisten te beheersen.

Wanneer het studieprogramma van de gegroepeerde basisoptie ofwel de sociale en economische opleiding, of de opleiding wiskunde, of de opleiding moderne talen, of de opleiding wetenschappen bevat, worden de inrichtingen niet ertoe gehouden, met inachtneming van de referentiesystemen bedoeld in artikel 35, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dit gedeelte van de opleiding die gemeenschappelijk is met de lesroosters van de betrokken leerlingen volledig of gedeeltelijk in te schrijven.

3. Wordt de opleiding in wiskunde tot 4 lestijden per week verhoogd voor de gegroepeerde basisopties die de Regering bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 oktober 1994.

Voor de gegroepeerde basisopties die de Regering bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 oktober 1994 wordt de opleiding in moderne talen verhoogd tot 3 of 4 lestijden per week, naar keuze van de inrichtende macht.

4. Omvat de lesrooster ook ten minste 16 en ten hoogste 18 lestijden van gegroepeerde basisoptie per week.

5. De uurregeling kan ook andere activiteiten bevatten naar rata van hoogstens 2 lestijden per week, naar keuze van de inrichtende macht.

**Art. 3.** Artikel 4quinquies van dezelfde wet van 19 juli 1971 wordt vervangen als volgt :

“ Artikel 4quinquies.- § 1. In de tweede graad van het beroepssecundair onderwijs :

1. bevat de lesrooster een gemeenschappelijke vorming over :

- a) het Frans naar rata van 3 lestijden per week;
- b) de opleiding geschiedenis naar rata van 1 lestijd per week;
- c) de opleiding aardrijkskunde naar rata van 1 lestijd per week
- d) de opleiding wiskunde naar rata van 2 lestijden per week;
- e) de opleiding wetenschappen naar rata van 2 lestijden per week;
- f) de opleiding moderne talen naar rata van 2 lestijden per week;
- g) lichamelijke opvoeding naar rata van 2 lestijden per week.

2. Kunnen de vakken bedoeld in 1, b) en c) gegroepeerd worden op voorwaarde dat het uurvolume dat voor elk vak bestemd wordt, nageleefd wordt.

Hoogstens 5 lestijden per week kunnen besteed worden aan de verhoging van het aantal lestijden voor elk vak van de gemeenschappelijke vorming met uitzondering van de lichamelijke opvoeding. De lestijden van versterking maken het mogelijk voor elke leerling om de vereiste leervereisten te beheersen.

Voor alle leerlingen die de onderwijstaal niet voldoende beheersen, kan de gemeenschappelijke vorming ook twee tot vier wekelijkse lestijden bevatten voor de specifieke versterking in het Frans bedoeld als een cursus Frans voor de bevordering van scholarisatie.

Wanneer het studieprogramma van de gegroepde basisoptie ofwel de opleiding wiskunde, of de opleiding moderne talen, of de opleiding wetenschappen bevat, worden de inrichtingen niet ertoe gehouden, met inachtneming van de referentiesystemen bedoeld in artikel 35, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dit gedeelte van de opleiding die gemeenschappelijk is met de lesroosters van de betrokken leerlingen volledig of gedeeltelijk in te schrijven.

3. Omvat de lesrooster ook ten minste 16 en ten hoogste 20 lestijden per week van gegroepde basisoptie. Deze optionele opleiding is gericht op een sector of een groep van beroepen of een beroep in het bijzonder. Ze beoogt de kennis, de vaardigheden en de competenties die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van één of meer beroepen ter voorbereiding op de leerprocessen van de 3de graad. Ze legt verbanden met leersystemen van de gemeenschappelijke vorming. In het 3de jaar kan ze gericht zijn op verschillende sectoren of groepen van beroepen of beroepen zodat de leerling ze kan ontdekken en zich richten tot studies met kennis van zaken.

4. Kan de lesrooster ook andere activiteiten omvatten naar rata van hoogstens 2 lestijden per week, naar keuze van de inrichtende macht. Deze activiteiten zijn bestemd ofwel voor de organisatie van activiteiten inzake oriëntatie of motivatie van de leerlingen in het kader van hun schooltraject ofwel voor de ontwikkeling van competenties van de gemeenschappelijke vorming door verscheidene benaderingen.

§ 2. In het vijfde en zesde jaar van de derde graad van het beroepssecundair onderwijs :

1. bevat de lesrooster een gemeenschappelijke vorming over :

- a) het Frans naar rata van 3 lestijden per week;
- b) de opleiding geschiedenis naar rata van 1 lestijd per week;
- c) de opleiding aardrijkskunde naar rata van 1 lestijd per week;
- d) de sociale en economische opleiding naar rata van 2 lestijden per week;
- e) de opleiding wetenschappen naar rata van 2 lestijden per week;
- f) de lichamelijke opvoeding naar rata van 2 lestijden per week.

2. Kunnen de vakken bedoeld in 1, a), b) en c) volledig of gedeeltelijk gegroepd worden op voorwaarde dat het uurvolume dat voor elk vak bestemd wordt, nageleefd wordt.

Hoogstens 5 lestijden per week kunnen besteed worden aan de verhoging van het aantal lestijden voor elk vak van de gemeenschappelijke vorming met uitzondering van de lichamelijke opvoeding. De lestijden van versterking maken het mogelijk voor elke leerling om de vereiste leervereisten te beheersen.

Wanneer het studieprogramma van de gegroepde basisoptie ofwel de sociale en economische opleiding, of de opleiding wetenschappen bevat, worden de inrichtingen niet ertoe gehouden, met inachtneming van de referentiesystemen bedoeld in artikel 35, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dit gedeelte van de opleiding die gemeenschappelijk is met de lesroosters van de betrokken leerlingen volledig of gedeeltelijk in te schrijven.

3. Bevat de gemeenschappelijke vorming een leersysteem in moderne talen voor alle gegroepde basisopties die de Regering bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 oktober 1994. De gekozen werkwijze voor de competenties en kennis behoort tot de bevoegdheid van de minister van secundair onderwijs voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en van de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs. Ze kan bestaan in cursussen ingeschreven voor de lesrooster, stages in ondernemingen of mobiliteit buiten de Franse Gemeenschap, cursussen van sociale promotie of een openbare operator voor opleiding. De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze bepaling. Ze kan ook experimentele methodes terzake organiseren.

De inrichtende macht blijft nochtans vrij om op eigen initiatief een opleiding te organiseren in moderne taal van 2 lestijden per week in het kader van de gemeenschappelijke vorming voor de opties die niet betrokken zijn bij de verplichting bedoeld in het vorige lid.

Voor de gegroepde basisopties die de Regering bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 oktober 1994 bevat de gemeenschappelijke vorming een opleiding wiskunde naar rata van 2 lestijden per week.

De inrichtende macht blijft nochtans vrij om op eigen initiatief een opleiding te organiseren in wiskunde van 2 lestijden per week in het kader van de gemeenschappelijke vorming voor de opties die niet betrokken zijn bij de verplichting bedoeld in het vorige lid.

4. Omvat de lesrooster ook ten minste 18 en ten hoogste 22 lestijden van gegroepde basisoptie per week.

5. Kan de lesrooster ook andere activiteiten omvatten naar rata van hoogstens 4 lestijden per week, naar keuze van de inrichtende macht.

§ 3. In het zevende jaar B (7BB) van de derde graad van het beroepssecundair onderwijs :

1. bevat de lesrooster een gemeenschappelijke vorming over :

- a) het Frans naar rata van 4 lestijden per week;
- b) de sociale en economische opleiding naar rata van 2 lestijden per week;
- c) de opleiding wetenschappen naar rata van 2 lestijden per week
- d) de lichamelijke opvoeding naar rata van 2 lestijden per week.

2. Kunnen hoogstens 6 lestijden per week besteed worden aan de verhoging van het aantal lestijden voor elk vak van de gemeenschappelijke vorming met uitzondering van de lichamelijke opvoeding. De verhoogde lestijden maken het mogelijk voor elke leerling om de vereiste leervereisten te beheersen.

Wanneer het studieprogramma van de gegroepde basisoptie ofwel de sociale en economische opleiding, of de opleiding wetenschappen bevat, worden de inrichtingen niet ertoe gehouden, dit gedeelte van de opleiding die gemeenschappelijk is met de lesroosters van de betrokken leerlingen volledig of gedeeltelijk in te schrijven.

3. Bevat de gemeenschappelijke vorming een leersysteem in moderne taal voor alle gegroepde basisopties die de Regering bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 oktober 1994. De gekozen werkwijze voor de competenties en kennis behoort tot de bevoegdheid van de minister van secundair onderwijs voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en van de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs. Ze kan bestaan in cursussen ingeschreven voor de lesrooster, stages in ondernemingen of mobiliteit buiten de Franse Gemeenschap, cursussen van sociale promotie of een openbare operator voor opleiding. De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze bepaling. Ze kan ook experimentele methodes terzake organiseren.

De inrichtende macht blijft nochtans vrij om op eigen initiatief een opleiding te organiseren in moderne taal van 2 lestijden per week in het kader van de gemeenschappelijke vorming voor de opties die niet betrokken zijn bij de verplichting bedoeld in het vorige lid.

Voor de gegroepde basisopties die de Regering bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs bevat de gemeenschappelijke vorming een opleiding wiskunde naar rata van 2 lestijden per week.

De inrichtende macht blijft nochtans vrij om op eigen initiatief een opleiding te organiseren in wiskunde van 2 lestijden per week in het kader van de gemeenschappelijke vorming voor de opties die niet betrokken zijn bij de verplichting bedoeld in het vorige lid.

4. Omvat de uurregeling ook ten minste 18 en ten hoogste 22 lestijden van gegroepde basisoptie per week.

5. Kan de uurregeling ook andere activiteiten omvatten naar rata van hoogstens 4 lestijden per week, naar keuze van de inrichtende macht.

§ 4. In het zevende jaar C (7BC) van de derde graad van het beroepssecundair onderwijs :

1. bevat de lesrooster een gemeenschappelijke vorming over :

- a) het Frans naar rata van 4 lestijden per week;
- b) de sociale en economische opleiding naar rata van 2 lestijden per week;
- c) de opleiding wiskunde naar rata van 2 lestijden per week;
- d) de opleiding wetenschappen naar rata van 2 lestijden per week;
- e) de lichamelijke opvoeding naar rata van 2 lestijden per week.

2. Kunnen hoogstens 6 lestijden per week besteed worden aan de verhoging van het aantal lestijden voor elk vak van de gemeenschappelijke vorming met uitzondering van de lichamelijke opvoeding.

De gemeenschappelijke vorming kan ook 1 of 2 lestijd(en) geschiedenis en/of 1 of 2 lestijd(en) aardrijkskunde bevatten, naar keuze van de inrichtende macht. De lestijden voor de opleiding geschiedenis en de opleiding aardrijkskunde kunnen ook gegroepd worden.

3. Omvat de lesrooster ook ten minste 14 en ten hoogste 18 lestijden per week cursussen algemene opleiding en/of optionele opleiding die tot verschillende sectoren kunnen behoren, naar keuze van de inrichtende macht.

4. Kan de uurregeling ook andere activiteiten omvatten naar rata van hoogstens 4 lestijden per week, naar keuze van de inrichtende macht. "

**Art. 4.** In dezelfde wet van 19 juli 1971, in artikel 4sexies, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2011 en vervangen bij het decreet van 12 juli 2012, wordt § 5 aangevuld als volgt :

" In afwijking van artikel 23, § 2 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, kunnen aan de leerlingen die in het 5de leerjaar gekozen hebben voor één van de gegroepde basisopties georganiseerd in het experimentele stelsel van de " CPU " kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten vanaf 1 september 2012 en die ze in het 6de jaar gevolgd hebben tijdens het schooljaar 2013-2014, het competentieverslag " CPU " bedoeld in artikel 2, 18 van hetzelfde koninklijk besluit uitgereikt worden op het einde van dat schooljaar, samen met een oriëntatieattest voor het aanvullend jaar in de derde graad van de kwalificatieafdeling (A3G). "

**Art. 5.** In dezelfde wet van 19 juli 1971 wordt artikel 7bis, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 1993 en opgeheven bij het decreet van 30 juni 2006 hersteld als volgt :

§ 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

1. beroepswereld : publieke of privé werkgever van de profit en non-profit sectoren die actief is in de productie van goederen of diensten en die in staat is om stagiaires te ontvangen onder de voorwaarden van dit artikel;

2. bezoeken : individuele of collectieve periodes van contact en ontdekking, inzonderheid betreffende de beroepen, de beroepswereld, de centra voor competenties en beroepspreferentie, de centra voor gevorderde technologieën, andere scholen B georganiseerd in het kader van het oriëntatieproces voor de leerlingen van de eerste, tweede en derde graad van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan;

3. stages : periodes van individuele immersie of immersie in zeer kleine groepen van minder dan 6 leerlingen in de beroepswereld, die voornamelijk georganiseerd worden in de 2de en 3de graad van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan.

Dit artikel is niet van toepassing op de 4de graad. De Regering bepaalt de bijzondere nadere regels van de stages van de 4de graad.

§ 2. De bezoeken worden georganiseerd door de inrichtingen in het kader van hun inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. Ze passen in het kader van de artikelen 23, 32 en 60 van hetzelfde decreet.

§ 3. Voor de gegroepeerde basisopties die nog niet gebaseerd zijn op een kwalificatieprofiel, maakt de Regering de stages verplicht in de gegroepeerde basisopties van het kwalificatie-onderwijs die ze bepaalt na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Overlegdraad voor het secundair onderwijs.

In het kader van haar inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het bovenvermelde decreet van 24 juli, kan elke inrichting stages organiseren overeenkomstig dit artikel in de gegroepeerde basisopties waarin de Regering ze niet verplicht gemaakt heeft.

§ 4. Drie types stages zijn te onderscheiden :

1. de stage van type 1 die een observatie- en initiatiestage is;
2. de stage van type 2 die een stage van begeleide praktijk is;
3. de stage van type 3 die een praktijkstage is met verantwoordelijkheid.

§ 5. De observatie- en initiatiestages bedoeld in § 4, 1 maken deel uit van de uitvoering van het project van de leerling en passen in het kader van een breed oriëntatieproces. Ze hebben ten doel het mogelijk te maken voor de leerling om

1. één of meer beroepen te ontdekken om het vormingsproject te bepalen en nader te bepalen;
2. zich vertrouwd te maken met de beroepsactiviteiten en/of het beroepsleven;
3. zijn belangstelling nauwkeurig te bepalen.

Ze worden georganiseerd door de schoolinrichtingen in het kader van het inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997; ze zijn beperkt tot hoogstens vier weken in elke graad.

Ze kunnen inzonderheid bestaan in :

1. de deelname aan proeven en de demonstraties;
2. de bijstand aan productieactiviteiten;
3. de ontmoeting met leden van de beroepswereld.

De leerlingen die observatie- en initiatiestages volgen, nemen niet deel aan het werk in de beroepswereld; ze worden globaal opgevangen door de beroepswereld en beschikken over een lage graad autonomie.

Bij het zoeken naar de stageplaatsen bezorgt de leerling of de inrichting de beroepswereld waarmee ze een eerste contact leggen, een verklarend document voor de types stage en de verwachtingen van het onderwijs ten opzichte van de beroepswereld waarvan de Regering het model bepaalt.

§ 6. De stages van begeleide praktijk bedoeld in § 4, 2, worden voornamelijk georganiseerd in het 4de jaar en in de 3de graad. In het 4de jaar zijn ze ten hoogste beperkt tot vier weken. Ze hebben ten doel het mogelijk te maken voor de leerling om :

1. de beroepswereld te ontdekken;
2. zijn vormingsproject uit te diepen;
3. zijn beroepskeuze te bevestigen;
4. de competenties uit te voeren die hij op school verworven heeft door deel te nemen aan het productieproces.

Het werk bedoeld in 4 van het vorige lid, bestaat in de uitvoering van taken die steeds ingewikkeld er zijn in functie van het studieprogramma. Het wordt uitgevoerd onder de dichtste begeleiding van de beroepswereld; de leerling beschikt over een redelijke autonomie.

§ 7. De praktijkstages in verantwoordelijkheid bedoeld in § 4, 3, worden in de 3de graad georganiseerd. Ze hebben ten doel het mogelijk te maken voor de leerling de beheersing van het beroep te verwerven en te vervolmaken ter aanvulling van de kennis, de competenties en de beroepsvaardigheden die op school worden onderricht.

Daartoe worden de leerlingen gevraagd om steeds ingewikkelde taken autonoom uit te voeren in functie van het studieprogramma onder het toezicht van de beroepswereld.

§ 8. De stages bedoeld in §§ 6 en 7 passen in het kader van het pedagogische project bedoeld in artikel 64 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997, van de inrichtingen die het technisch kwalificatiesecundair onderwijs en het beroepssecundair onderwijs organiseren.

De stages maken noodzakelijk deel uit van de opleiding van de leerling; ze komen in aanmerking voor het proces voor de evaluatie van de leerlingen.

Ze zijn verplicht wanneer ze georganiseerd worden door de schoolinrichting en wanneer deze de regels ingevoegd heeft in zijn studiereglement bedoeld in artikel 77 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997.

In uitzonderlijke gevallen inzonderheid wanneer een leerling tijdelijk lichamelijke, sociale of psychologische problemen heeft, kan de klassenraad de stages van een leerling uitstellen tot een gunstigere periode voor hem. Indien het uitsel niet mogelijk is, kan de klassenraad de leerling volledig of gedeeltelijk vrijstellen van de stage. In beide gevallen stelt de klassenraad een document op dat zijn beslissing motiveert en de nadere regels voor vervanging beschrijft.

Ingeval het vorige lid betrekking heeft op een leerling ingeschreven in de gegroepeerde basisopties " kinderverzorging " of " kinderverzorger/kinderverzorgster " of " verpleegspiraant(e) " of " >farmaceutisch-technisch assistent(e) " van de 3de kwalificatiegraad van het secundair onderwijs, zal de vrijgestelde leerling geen kwalificatiegetuigschrift worden toegekend.

§ 9. De keuze van de stageplaatsen moet beantwoorden aan de doelstellingen inzake opleiding. Er moet inzonderheid rekening worden gehouden met :

1. de geschiktheid van de beroepswereld om een reeks vormende werkzaamheden op het beroepsgebied aan te bieden;
2. de capaciteit van de beroepswereld om binnen zijn leden een voogd aan te stellen met de vereiste bekwaamheden voor de begeleiding van de stagiair, zoals bepaald door het ambtsprofiel bedoeld in § 18.
3. de ontvangstcapaciteit van de beroepsomgeving inzake het aantal stagiairs;
4. de vroegere ervaringen van een positieve samenwerking met de schoolinrichting.

De stages mogen niet georganiseerd worden bij leden van het lerarenkorps, hun echtgenoot(e) of hun ouders, noch bij de ouders van de stagiaire tot de 3de graad noch bij de samenwonenden en/of personen die onder hetzelfde dak wonen, behoudens afwijking toegekend door de minister van leerplichtonderwijs.

§ 10. Voor de stages bedoeld in §§ 6 en 7, waarborgt het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap aan elke leerling een aangepaste stageplaats ten opzichte van de criteria van § 9.

De nadere regels voor de tussenkomst van de leerlingen in het zoeken naar stageplaatsen worden bepaald in het studiereglement bedoeld in artikel 77 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997. In dit geval zorgt het opvoedingsteam voor een voorbereiding van de leerlingen op zoek naar de stageplaatsen en ondersteunt ze in het zoeken naar de stageplaatsen. Dit houdt inzonderheid in dat ze een lijst van de mogelijke stageplaatsen aan de leerlingen bezorgt, zelfs als de leerling zelf andere plaatsen kan voorstellen die beantwoorden aan de criteria bepaald door het opvoedingsteam.

In alle gevallen is het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in laatste instantie verantwoordelijk voor het zoeken naar stageplaatsen; de leerling zal niet verantwoordelijk kunnen gesteld worden voor het gebrek aan stageplaatsen behalve als het inrichtingshoofd een tuchtmaatregel genomen heeft voor de uitsluiting van de stageplaats ten opzichte van de leerling en dat het niet mogelijk was om hem een andere stageplaats te vinden.

Bij het zoeken naar stageplaatsen bezorgt de leerling of de inrichting de beroepswereld waarmee ze een eerste contact leggen, een verklarend document voor de types stage en de verwachtingen van het onderwijs ten opzichte van de beroepswereld waarvan de Regering het model bepaalt.

Ingeval een inrichting niet voldoende stageplaatsen vindt, informeert het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap daarover, volgens de nadere regels die de Regering bepaalt :

1. de betrokken netoverschrijdende instantie voor de sturing van het kwalificatie-onderwijs bedoeld in artikel 4, § 1 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van de netoverschrijdende instantie voor de sturing van het kwalificatie-onderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen;

2. de diensten van de Regering; deze maken een lijst op van aanvragen waaraan niet voldaan wordt per zone, per beroepssector en per gegroepeerde basisoptie, die bezorgd zal worden aan de minister van secundair onderwijs; ze verlenen hun steun aan de inrichtingen op zoek naar stageplaatsen;

§ 11. Voor de gegroepeerde basisopties waarin stages verplicht worden verklaard door de Regering, kunnen het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap aanvragen om vrijstelling indien die gemotiveerd worden door redenen buiten de leerlingen zelf zoals het gebrek aan stageaanbod en de grote moeilijkheden voor de leerlingen om zich naar de stageplaatsen te begeven. De aanvraag kan betrekking hebben op een gegroepeerde basisoptie of op een beperkt aantal leerlingen binnen een gegroepeerde basisoptie. De aanvraag betreft een specifiek schooljaar.

De klassenraad voorziet in vervangingsactiviteiten voor de vrijgestelde leerlingen.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvragen om vrijstelling en de behandeling en keurt al dan niet de aanvragen goed.

De Inspectiedienst bedoeld in artikel 3, 2, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, kan belast worden met een opdracht van inspectie betreffende deze aanvragen.

§ 12. De stages bedoeld in de §§ 6 en 7 kunnen georganiseerd worden in het buitenland of in een andere gemeenschap.

Elke stage in het buitenland is onderworpen aan een ministeriële toelating die gebaseerd is op een dossier ingediend door het inrichtingshoofd volgens de nadere regels die de Regering bepaalt.

De aanvraag van het inrichtingshoofd is niet noodzakelijk en de toelating is automatisch voor de leerling en de leden van het opvoedingsteam die eventueel de jongere begeleiden wanneer hij deel neemt aan uitwisselingen gefinancierd of medegefinancierd door de Europese commissie of een Belgische overheid.

De Regering bepaalt de bijzondere nadere regels voor stages van grensoverschrijdende leerlingen in omliggende landen of in een andere gemeenschap.

§ 13. Na het advies van de Algemene Overlegraad te hebben ingewonnen voor het secundair onderwijs opgericht bij artikel 1 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, bepaalt de Regering de minimale en maximale duur, de doelgroep en de nadere regels voor de organisatie en de evaluatie van de verschillende types stages bedoeld in § 4, rekening houdend met, in voorkomend geval, de eigenaardigheden van de gegroepeerde basisopties.

Voor de gegroepeerde basisopties " Kinderverzorging ", " Kinderverzorger/kinderverzorgster ", " Verpleegassistent(e) " en " farmaceutisch-technisch assistent(e) ", kan de Regering de specifieke nadere regels voor de stages bepalen in functie van de eigenaardigheden van deze gegroepeerde basisopties die leiden tot de beroepen waarvan de toegang gereguleerd wordt.

Indien de Raad zijn advies niet heeft uitgebracht binnen de drie maanden van de aanvraag die hem gericht wordt, wordt het advies als gunstig geacht.

§ 14. De stages houden een driedelige relatie in tussen de schoolinrichting, de leerling en zijn ouders of wettelijke vertegenwoordigers indien hij minderjarig is en de beroepswereld.

Deze relatie wordt geregeld door een overeenkomst die inzonderheid de rechten en plichten van de betrokken partners bepaalt. De Regering bepaalt het model van overeenkomst dat van toepassing is op elk type stage bedoeld in § 4.

§ 15. Voor de stages bedoeld in §§ 6 en 7 is een stageboekje verplicht. Dit boekje is gedurende de stage het verbindingsmiddel tussen de schoolinrichting, de stagiair en de beroepswereld.

Het stageboekje omvat ten minste de volgende elementen :

1. een exemplaar van de overeenkomst;

2. het type stage;
3. de doelstellingen van de stage;
4. de kalender en de uurroosters;
5. de nadere regels voor de evaluatie;
6. wat verwacht wordt van de beroepswereld inzake ontwikkeling van beroepsvaardigheden en Bcompetenties.

Het boekje gaat mee met de leerling zowel op school als op de stageplaats.

De leerling vermeldt daarin de activiteiten en de gevolgde leerprocessen. De beroepswereld vermeldt daarin de elementen voor de evaluatie.

Het stageboekje wordt gehouden onder de verantwoordelijkheid van de stagemeeester bedoeld in § 16, in samenwerking met de voogd bedoeld in § 18.

Het stageboekje kan het stageverslag vervangen indien het inrichtingshoofd, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dit beslist na overleg met het opvoedingsteam.

§ 16. Het inrichtingshoofd stelt de leerkracht of de leerkrachten aan die belast is/zijn met de voorbereiding, de begeleiding en de evaluatie van stages. Voor elke stagiair wordt binnen het opvoedingsteam die ermee belast is, een enige stagemeeester aangesteld, de enige gesprekspartner van de betrokken beroepsomgeving buiten het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

Kan aangesteld worden tot stagemeeester :

1. elk lid van het team van leerkrachten belast met de cursussen voor de betrokken leerlingen met inbegrip van de cursussen van de gemeenschappelijke vorming;
2. een werkleider;
3. een werkmeester;
4. een leerkracht belast met de periodes van pedagogische coördinatie.

De voorbereiding, de begeleiding en de evaluatie van stages maken deel uit van de gewone pedagogische taken van stagemeeesters. Wanneer ze taken uitvoeren, hetzij in of buiten een schoolinrichting, worden ze beschouwd als in dienstactiviteit te zijn.

§ 17. In het begin van het schooljaar bepaalt het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde de planningsvooruitzichten en de nadere regels voor de organisatie van stages na overleg binnen het bevoegde orgaan voor sociale democratie.

§ 18. Binnen de perken van hun gewone wekelijkse lesrooster kan het inrichtingshoofd de personeelsleden die van cursussen ontlast worden wegens de organisatie van stages, belasten met opvoedings- en pedagogische taken, zoals de vervanging van de afwezige leraren, de organisatie van remediërings- en inhaalactiviteiten, toezicht, prestaties in een mediatheek.

De nadere regels voor de toepassing van deze bepaling worden bepaald door het inrichtingshoofd na overleg binnen het bevoegde orgaan van sociale democratie en na de betrokken personeelsleden hierover te hebben ingelicht.

§ 19. De aanstelling van een voogd is noodzakelijk in elke beroepsomgeving die ten minste één stagiair ontvangt. De schoolinrichtingen werken samen met de betrokken beroepsplaatsen voor de aanstelling van de betrokken voogden. De Regering bepaalt een ambtsprofiel voor de voogden na overleg met de sociale partners vertegenwoordigd binnen de Economische en sociale Raad van het Waals Gewest en de Economische en sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 20. De Regering bepaalt een rooster met criteria voor de evaluatie van de stageplaatsen; de inrichtingen vullen deze rooster in voor elke stageplaats met de samenwerking van één of meer betrokken stagemeeester(s); ze houden het ter beschikking van de Inspectiedienst.

*Afdeling II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984  
betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

**Art. 6.** In artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1987 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in 5 wordt het tweede lid opgeheven;
- b) in 6 worden de woorden " waarin minstens 55% van het aantal lestijden per week besteed moet worden aan de algemene, sociale en persoonlijke opleiding " geschrapt.

**Art. 7.** In artikel 26 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juni 1987, de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en 19 april 1999, gewijzigd en aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2000, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 en vervangen bij het decreet van 12 juli 2012, wordt § 1 aangevuld met het volgende lid, luidend als volgt :

" Het kwalificatiegetuigschrift mag niet uitgereikt worden aan leerlingen die de stages bedoeld in § 8 van artikel 7bis van de bovenvermelde wet van 19 juli 1971 hebben gevolgd en, onverminderd § 8, vijfde lid van artikel 7bis van de wet van 19 juli 1971, niet vrijgesteld zijn overeenkomstig hetzelfde artikel. "

*Afdeling III. — Wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs*

**Art. 8.** Het eerste lid van artikel 2bis, § 4, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, wordt aangevuld als volgt :

" De geïndividualiseerde vormingsmodule kan bezoeken en stages bevatten, zoals bedoeld in artikel 7bis van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs en artikel 55bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. "

*Afdeling IV.* — Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

**Art. 9.** In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt het tweede lid van artikel 23 vervangen als volgt :

“ Elke inrichting voor secundair onderwijs brengt de leerlingen van de eerste graad, door bezoeken, zoals bedoeld in artikel 7bis, § 2, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, of observatie- en initiatieproeflessen, zoals bedoeld in artikel 7bis, § 5 van dezelfde wet, in contact met onderwijsinrichtingen die doorstromingsafdeling of de kwalificatieafdeling organiseren of met de centra voor competentie en beroepsreferentie, of met gevorderde technologiecentra of met ondernemingen. ”.

**Art. 10.** In hetzelfde decreet, in artikel 32, wordt § 2 aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

“ Deze activiteiten kunnen de vorm aannemen van observatie- en initiatieproeflessen, zoals bedoeld in artikel 7bis, § 5, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs. ”.

**Art. 11.** In hetzelfde decreet wordt artikel 53 opgeheven.

**Art. 12.** In hetzelfde decreet, in artikel 60, wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

“ Deze activiteiten nemen inzonderheid de vorm aan van begeleide praktijkstages/proeflessen, zoals bedoeld in artikel 7bis, § 6 van de bovenvermelde wet van 19 juli 1971 en van praktijkproeflessen met verantwoordelijkheid, zoals bedoeld in artikel 7bis, § 7, van dezelfde wet. ”.

*Afdeling V.* — Wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

**Art. 13.** In artikel 55 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt § 2 opgeheven en wordt § 3 § 2.

**Art. 14.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 55bis ingevoegd, luidend als volgt :

§ 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

1. beroepswereld : publieke of privé werkgever van de profit en non-profit sectoren die actief is in de productie van goederen of diensten en die in staat is om stagiairs te ontvangen onder de voorwaarden van dit artikel;

2. bezoeken : individuele of collectieve periodes van contact en ontdekking, inzonderheid betreffende de beroepen, de beroepswereld, de centra voor competenties en beroepsreferentie, de centra voor gevorderde technologieën, andere scholen B georganiseerd in het kader van het oriëntatieproces voor de leerlingen van de eerste, tweede en derde graad van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan;

3. stages : periodes van individuele immersie of immersie in zeer kleine groepen van minder dan 6 leerlingen in de beroepswereld, die voornamelijk georganiseerd worden in de 2de en 3de graad van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan.

Het alternerend onderwijs zoals georganiseerd overeenkomstig artikel 3, § 1, derde lid van dit decreet, is niet bedoeld in dit artikel.

§ 2. De bezoeken worden georganiseerd door de inrichtingen in het kader van hun inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997.

§ 3. Voor de vormingen waarvoor een kwalificatieprofiel nog niet bepaald werd overeenkomstig artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997, kan de Regering de stages verplicht maken in sommige vormingen van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3.

In het kader van zijn inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997, kan elke inrichting stages organiseren overeenkomstig dit artikel in de vormingen van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3, waarin de Regering ze nog niet verplicht heeft gemaakt.

§ 4. Drie types stages zijn te onderscheiden :

Drie types stages zijn te onderscheiden :

1. de stage van type 1 die een observatie- en initiatiestage is;
2. de stage van type 2 die een stage van begeleide praktijk is;
3. de stage van type 3 die een praktijkstage is met verantwoordelijkheid.

§ 5. De observatie- en initiatiestages bedoeld in § 4, 1 maken deel uit van de uitvoering van het project van de leerling en passen in het kader van een breed oriëntatieproces. Ze hebben ten doel het mogelijk te maken voor de leerling om :

1. één of meer beroepen te ontdekken om het vormingsproject te bepalen en nader te bepalen;
2. zich vertrouwd te maken met de beroepsactiviteiten en/of het beroepsleven;
3. zijn belangstelling nauwkeurig te bepalen.

Ze worden georganiseerd door de schoolinrichtingen in het kader van het inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997.

Ze kunnen inzonderheid bestaan in :

1. de deelname aan de proeven en de demonstraties;
2. de bijstand aan de productieactiviteiten;
3. de ontmoeting met de leden van de beroepswereld.

De leerlingen die observatie- en initiatiestages volgen, nemen niet deel aan het werk in de beroepsomgeving; ze worden globaal opgevangen door de beroepsomgeving en beschikken over een lage graad autonomie.

Bij het zoeken naar plaatsen van stage bezorgt de leerling of de inrichting de beroepswereld waarmee ze een eerste contact leggen, een verklarend document voor de types stage en de verwachtingen van het onderwijs ten opzichte van de beroepsomgeving waarvan de Regering het model bepaalt.

§ 6. De stages van begeleide praktijk bedoeld in § 4, 2, hebben ten doel het mogelijk te maken voor de leerling om :

1. de beroepswereld te ontdekken;

2. zijn vormingsproject uit te diepen;
3. zijn beroepskeuze te bevestigen;
4. de competenties uit te voeren die hij op school verworven heeft door deel te nemen aan het productieproces.

Het werk bedoeld in 4 van het vorige lid, bestaat in de uitvoering van taken die steeds ingewikkeld er zijn in functie van het studieprogramma. Het wordt uitgevoerd onder de dichtste begeleiding van de beroepsomgeving; de leerling beschikt over een redelijke autonomie.

§ 7. De praktijkstages in verantwoordelijkheid bedoeld in § 4, 3, hebben ten doel het mogelijk te maken voor de leerling om de beheersing van het beroep te verwerven en te vervolmaken ter aanvulling van de kennis, de competenties en de beroepsvaardigheden die op school worden onderricht.

Daartoe worden de leerlingen gevraagd om steeds ingewikkelder taken autonoom uit te voeren in functie van het studieprogramma onder het toezicht van de beroepsomgeving.

§ 8. De stages bedoeld in §§ 6 en 7 passen in het kader van het pedagogische project bedoeld in artikel 64 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997, van de inrichtingen die het technisch kwalificatiesecundair onderwijs en het beroepssecundair onderwijs organiseren.

De stages maken noodzakelijk deel uit van de opleiding van de leerling; ze komen in aanmerking voor het proces voor de evaluatie van de leerlingen.

Ze zijn verplicht wanneer ze georganiseerd worden door de schoolinrichting en wanneer deze de regels ingevoegd heeft in haar studiereglement bedoeld in artikel 77 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997.

Wanneer een leerling tijdelijk lichamelijke, sociale of psychologische problemen heeft, kan de klassenraad de stages van een leerling uitstellen tot een gunstigere periode voor hem. Indien het uitsel niet mogelijk is, kan de klassenraad de leerling volledig of gedeeltelijk vrijstellen van de stage. In beide gevallen stelt de klassenraad een document op dat zijn beslissing motiveert en de nadere regels voor vervanging beschrijft.

§ 9. De keuze van de stageplaatsen moet beantwoorden aan de doelstellingen inzake opleiding. Er moet inzonderheid rekening worden gehouden met :

1. de geschiktheid van de beroepsomgeving om een reeks vormende werkzaamheden op het beroepsgebied aan te bieden;
2. de capaciteit van de beroepsomgeving om binnen zijn leden een voogd aan te stellen met de vereiste bekwaamheden voor de begeleiding van de stagiair, zoals bepaald door het ambtsprofiel bedoeld in § 18.
3. de ontvangstcapaciteit van de beroepsomgeving inzake het aantal stagiairs;
4. de vroegere ervaringen van een positieve samenwerking met de schoolinrichting.

De stages mogen niet georganiseerd worden bij leden van het lerarenkorps, hun echtgenoot(e) of hun ouders, noch bij de ouders van de stagiair tot de 3de graad noch bij de samenwonenden en/of personen die onder hetzelfde dak wonen, behoudens afwijking toegekend door de minister van leerplichtonderwijs.

§ 10. Voor de stages bedoeld in §§ 6 en 7, waarborgt het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap aan elke leerling een aangepaste stageplaats ten opzichte van de criteria van § 9.

De nadere regels voor de tussenkomst van de leerlingen in het zoeken naar stageplaatsen worden bepaald in het studiereglement bedoeld in artikel 77 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997. In dit geval zorgt het opvoedingsteam voor een voorbereiding van de leerlingen op zoek naar de stageplaatsen en ondersteunt ze in het zoeken naar de stageplaatsen. Dit houdt inzonderheid in dat ze een lijst van de mogelijke stageplaatsen aan de leerlingen bezorgt, zelfs als de leerling zelf andere plaatsen kan voorstellen die beantwoorden aan de criteria bepaald door het opvoedingsteam.

In alle gevallen is het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in laatste instantie verantwoordelijk voor het zoeken naar stageplaatsen; de leerling zal niet verantwoordelijk kunnen gesteld worden voor het gebrek aan stageplaatsen behalve als het inrichtingshoofd een tuchtmaatregel genomen heeft voor de uitsluiting van de stageplaats ten opzichte van de leerling en dat het niet mogelijk was om hem een andere stageplaats te vinden.

Bij het zoeken naar stageplaatsen bezorgt de leerling of de inrichting de beroepswereld waarmee ze een eerste contact leggen een verklarend document voor de types stage en de verwachtingen van het onderwijs ten opzichte van de beroepswereld waarvan de Regering het model bepaalt.

Ingeval een inrichting niet voldoende stageplaatsen vindt, informeert het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, daarover volgens de nadere regels die de Regering bepaalt :

1. de betrokken netoverschrijdende instantie voor de sturing van het kwalificatie-onderwijs bedoeld in artikel 4, § 1 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van de netoverschrijdende instantie voor de sturing van het kwalificatie-onderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen;
2. de diensten van de Regering; deze maken een lijst op van aanvragen waaraan niet voldaan wordt per zone per beroepssector en per gegroepeerde basisoptie, dat bezorgd zal worden aan de minister van secundair onderwijs; ze verlenen hun steun aan de inrichtingen op zoek naar stageplaatsen;

§ 11. Voor de vormingen waarin stages verplicht worden verklarend door de Regering, kunnen het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap aanvragen om vrijstelling indienen die gemotiveerd worden door redenen buiten de leerlingen zelf zoals het gebrek aan stageaanbod en de grote moeilijkheden voor de leerlingen om zich naar de stageplaatsen te begeven. De aanvraag kan betrekking hebben op een gegroepeerde basisoptie of op een beperkt aantal leerlingen binnen een gegroepeerde basisoptie. De aanvraag betreft een specifiek schooljaar.

De klassenraad voorziet in vervangingsactiviteiten voor de vrijgestelde leerlingen.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvragen om vrijstelling en de behandeling en keurt al dan niet de aanvragen goed.

De Inspectiedienst bedoeld in artikel 3, 3, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, kan belast worden met een opdracht van inspectie betreffende deze aanvragen.

§ 12. De stages bedoeld in de §§ 6 en 7 kunnen georganiseerd worden in het buitenland of in een andere gemeenschap.

Elke stage in het buitenland is onderworpen aan een ministeriële toelating die gebaseerd is op een dossier ingediend door het inrichtingshoofd volgens de nadere regels die de Regering bepaalt.

De toelating is automatisch voor de leerling en de leden van het opvoedingsteam die eventueel de jongere begeleiden wanneer hij deel neemt aan uitwisselingen gefinancierd of medegefinancierd door de Europese commissie of een Belgische overheid.

De Regering bepaalt de bijzondere nadere regels voor stages van grensoverschrijdende leerlingen in omliggende landen of in een andere gemeenschap.

§ 13. Na het advies van de Algemene Overlegraad te hebben ingewonnen voor het gespecialiseerd onderwijs opgericht bij artikel 168 van dit decreet, bepaalt de Regering de duur, de doelgroep en de nadere regels voor de organisatie en de evaluatie van de verschillende types stages bedoeld in § 4.

Indien de Raad zijn advies niet heeft uitgebracht binnen de drie maanden van de aanvraag die hem gericht wordt, wordt het advies als gunstig geacht.

§ 14. De stages houden een driedelige relatie in tussen de schoolinrichting, de leerling en zijn ouders of wettelijke vertegenwoordigers indien hij minderjarig is en de beroepsomgeving.

Deze relatie wordt geregeld door een overeenkomst die inzonderheid de rechten en plichten van de betrokken partners bepaalt. De Regering bepaalt het model van overeenkomst dat van toepassing is op elk type stage bedoeld in § 4.

§ 15. Voor de stages bedoeld in §§ 6 en 7 is een stageboekje verplicht. Dit boekje is gedurende de stage het verbindingsmiddel tussen de schoolinrichting, de stagiair en de beroepswereld.

Het stageboekje omvat ten minste de volgende elementen :

1. een exemplaar van de overeenkomst;
2. het type stage;
3. de doelstellingen van de stage;
4. de kalender en de uurroosters;
5. de nadere regels voor de evaluatie;
6. wat verwacht wordt van de beroepswereld inzake ontwikkeling van beroepsvaardigheden en Bcompetenties.

Het boekje gaat mee met de leerling zowel op school als op de stageplaats.

De leerling vermeldt daarin de activiteiten en de gevolgde leerprocessen. De beroepswereld vermeldt daarin de elementen voor de evaluatie.

Het stageboekje wordt gehouden onder de verantwoordelijkheid van de stagemeeester bedoeld in § 16, in samenwerking met de voogd bedoeld in § 18.

Het stageboekje kan het stageverslag vervangen indien het inrichtingshoofd, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dit beslist na overleg met het opvoedingsteam.

§ 16. Het inrichtingshoofd stelt de leerkracht of de leerkrachten aan die belast is/zijn met de voorbereiding, de begeleiding en de evaluatie van stages. Voor elke stagiair wordt binnen het opvoedingsteam die ermee belast is, een enige stagemeeester aangesteld, de enige gesprekspartner van de betrokken beroepsomgeving buiten het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

Kan aangesteld worden tot stagemeeester :

1. elk lid van het team van leerkrachten belast met de cursussen voor de betrokken leerlingen met inbegrip van de cursussen van gemeenschappelijke vorming;
2. een werkleider;
3. een werkmeester;
4. een leerkracht belast met de periodes van pedagogische coördinatie.

De voorbereiding, de begeleiding en de evaluatie van stages maken deel uit van de gewone pedagogische taken van stagemeeesters. Wanneer ze taken uitvoeren, hetzij in of buiten een schoolinrichting, worden ze beschouwd als in dienstactiviteit te zijn.

§ 17. In het begin van het schooljaar bepaalt het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde de planningsvooruitzichten en de nadere regels voor de organisatie van stages na overleg binnen het bevoegde orgaan voor sociale democratie.

§ 18. Binnen de perken van hun gewone wekelijkse uurrooster kan het inrichtingshoofd de personeelsleden die van cursussen ontlast worden wegens de organisatie van stages, belasten met opvoedings- en pedagogische taken, zoals de vervanging van afwezige leraren, de organisatie van remediërings- en inhaalactiviteiten, toezicht, prestaties in een mediatheek.

§ 19. De aanstelling van een voogd is noodzakelijk in elke beroepsomgeving die ten minste één stagiaire ontvangt. De schoolinrichtingen werken samen met de betrokken beroepsplaatsen voor de aanstelling van de betrokken voogden. De Regering bepaalt een ambtsprofiel voor de voogden na overleg met de sociale partners vertegenwoordigd binnen de Economische en sociale Raad van het Waals Gewest en de Economische en sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 20. De Regering bepaalt een rooster met criteria voor de evaluatie van de stageplaatsen; de inrichtingen vullen deze rooster in voor elke stageplaats met de samenwerking van één of meer betrokken stagemeeester(s); ze houden het ter beschikking van de Inspectiedienst.

**Art. 15.** Artikel 59 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2007, en vervangen bij het decreet van 12 juli 2012, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“ Het kwalificatiegetuigschrift mag niet uitgereikt worden aan leerlingen die de stages bedoeld in § 8 van artikel 55 niet hebben gevolgd en die niet vrijgesteld zijn overeenkomstig hetzelfde artikel. ”

*Afdeling VI. — Wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen*

**Art. 16.** In het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, in artikel 5, wordt een § 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Ingeval een Sturingsinstantie ingelicht wordt overeenkomstig artikel 7bis, § 10, zevende lid, 1, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs of overeenkomstig artikel 55bis, § 10, vijfde lid, 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, dat één of meer inrichtingen voor kwalificatieonderwijs moeilijkheden heeft/hebben om voldoende stageplaatsen te vinden, wordt ze verzocht sociale partners en/of beroepssectoren van de zone te vinden om de opening van nieuwe stageplaatsen aan te moedigen ”.

*Afdeling VII. — Wijziging van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.*

**Art. 17.** In artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een 15, luidend als volgt :

1.5 het proces inzake de veralgemening van de stages en de versterking van de algemene opleiding in het kwalificatieonderwijs te observeren, volgen en evalueren, dat georganiseerd wordt bij het decreet van 5 december 2013 tot wijziging van de lesroosters in de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en houdende organisatie van stages in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en vorm 4, door inzonderheid te analyseren :

— of de voorgestelde wijzigingen leiden tot een vermindering van het aantal mislukkingen in het kwalificatiesysteem;

— of deze veralgemening van stages een positief gevolg heeft op de opleiding en de toegang van de leerling tot de werkgelegenheid of het hoger onderwijs.

## HOOFTSTUK II. — Slotbepaling

**Art. 18.** De artikelen 2 en 3 treden in werking op 1 september 2014 voor wat betreft het derde en vijfde jaar van het technisch en kunstsecundair kwalificatieonderwijs en het derde, vijfde en zevende jaar van het beroepssecundair onderwijs. Ze treden in werking ten laatste op 1 september 2015 voor wat betreft het vierde en zesde jaar van het technisch secundair kwalificatieonderwijs en het beroepssecundair onderwijs.

In afwijking van het vorige lid kunnen de inrichtende machten het huidige systeem van de uurroosters tijdens het schooljaar 2014-2015 behouden voor wat betreft het derde en vijfde jaar van het technisch en wetenschappelijk kwalificatiesecundair onderwijs en het derde, vijfde en zevende jaar van het beroepssecundair onderwijs en tijdens het schooljaar 2015-2016 voor wat betreft het vierde en zesde jaar van het technisch en kunstsecundair kwalificatieonderwijs en van het beroepssecundair onderwijs.

**Art. 19.** De andere artikelen treden in werking op 1 september 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 december 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-M. SCHYNS

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 559-1. Commissieamendementen, nr. 559-2. — Verslag nr. 559-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 4 december 2013.